

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 12 au 18 juin 2025

Le chancelier allemand Friedrich Merz a participé au sommet du G7 au Canada lundi 16 et mardi 17 juin. Le sommet de deux jours a été fortement marqué par les guerres au Proche-Orient et en Ukraine. En ouverture, le chancelier Merz a mis en garde contre une extension du conflit entre Israël et l'Iran. À l'issue de la première journée, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays du G7 ont appelé dans une déclaration commune à une désescalade entre Israël et l'Iran. Le document souligne notamment qu'il est impératif que l'Iran ne puisse jamais se doter de l'arme nucléaire. Le mardi 17 juin, une réunion s'est tenue en présence du président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Plusieurs députés allemands ainsi que la présidente du Bundestag, Julia Klöckner, ont participé à la réunion de l'assemblée parlementaire franco-allemande (APFA) qui s'est tenue à Paris le lundi 16 juin 2025. Il s'agissait de la première réunion plénière de l'assemblée depuis plus d'un an et demi. Composée de 50 députés du Bundestag et de 50 députés de l'Assemblée nationale, l'assemblée avait interrompu ses travaux en raison des élections législatives anticipées en France et en Allemagne. Lors de la séance, les parlementaires ont auditionné la ministre allemande de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche (CDU), ainsi que son homologue français Marc Ferracci (Renaissance). Les discussions ont notamment porté sur les thèmes de l'économie et de l'énergie. Un texte a été adopté pour approuver la création d'un pôle d'innovation franco-allemand dans la région rhénane et débattre des contrôles aux frontières franco-allemandes. Une audition commune des ministres de l'Intérieur est prévue prochainement sur ce sujet afin de faciliter la vie des travailleurs frontaliers. Les députés Brigitte Klinkert (France, Renaissance) et Andreas Jung (Allemagne, CDU) ont respectivement été élus coprésidents du bureau de l'Assemblée parlementaire franco-allemande.

La présidente du Bundestag allemand, Julia Klöckner, a inauguré la première journée allemande des vétérans le dimanche 15 juin 2026. Instituée cette année à la suite d'un vote du Bundestag en 2024, la Journée des vétérans, fixée au 15 juin, a pour objectif d'honorer l'engagement des militaires en exprimant gratitude et reconnaissance à l'égard des soldats et soldates. Placée sous le parrainage de Julia Klöckner, cette première édition a donné lieu à plus de 120 manifestations à travers l'Allemagne, rendant hommage aux quelque dix millions de membres actuels et anciens des forces armées. « Il était grand temps de franchir ce cap », a déclaré Klöckner, soulignant que cette initiative vient combler un manque de reconnaissance, de visibilité et de respect à l'égard de ceux qui ont servi le pays.

La ministre fédérale du Travail Bärbel Bas s'est prononcée en faveur d'une sanction plus sévère pour les bénéficiaires du Bürgergeld (allocation sociale) qui ne se présentent pas à un rendez-vous au Jobcenter (Agence fédérale pour l'emploi). Le Bürgergeld, conçu pour aider les personnes aptes au travail et éligibles à des prestations à retrouver un emploi et à assurer leur subsistance, n'a été mis en place qu'au début de l'année 2023, sous l'impulsion du prédécesseur de Bärbel Bas, Hubertus Heil. Il a alors remplacé le système connu sous le nom de Hartz IV. Les agences pour l'emploi ont régulièrement exprimé des critiques, estimant que les sanctions en cas

de manquement aux rendez-vous étaient insuffisamment dissuasives. Dans leur accord de coalition, la CDU/CSU et le SPD s'étaient engagés à renforcer l'obligation de coopération et à durcir les sanctions, conformément au principe « encourager et exiger ». Ainsi, les personnes aptes au travail qui refusent à plusieurs reprises un emploi raisonnable peuvent désormais se voir exclues totalement du dispositif.

Un « manifeste » de plusieurs membres du SPD, publié mercredi dernier, provoque une grande agitation au sein du parti, à deux semaines du congrès fédéral. Dans ce manifeste, les signataires, parmi lesquels Ralph Stegner, responsable des affaires étrangères, et Rolf Mützenich, ancien président du groupe parlementaire, dénoncent notamment une « rhétorique militaire alarmiste » et demandent la tenue de discussions diplomatiques avec la Russie, ainsi que l'arrêt du déploiement de nouveaux missiles américains à moyenne portée sur le sol allemand. Auparavant, un autre signataire du document, l'ancien chef du SPD Norbert Walter-Borjans, avait défendu les exigences du texte : « Nous plaidions simplement pour des discussions avec la Russie. Il ne s'agirait pas d'opposer une vérité à une autre, mais d'admettre qu'il faut qu'un méprisant de l'humanité comme Poutine ne peut pas être détruit », avait-il déclaré. Le partenaire de coalition CDU/CSU et une large partie de l'opinion publique ont déclaré que ce document était irresponsable et même au sein du SPD, il suscite l'incompréhension.

Le ministre fédéral des Finances, Lars Klingbeil (SPD), a déclaré qu'il était prêt à augmenter les dépenses de défense de l'Allemagne à 3,5 % du PIB. « Le monde a continué à tourner lentement ces trois ou quatre dernières années, et mon engagement est avant tout de faire en sorte que tout le monde puisse vivre en sécurité, et pour cela il faut maintenant investir davantage », a déclaré le vice-chancelier, avant de poursuivre que « si cela signifie 3 %, alors nous ferons 3 %, et 3,5 % si cela signifie 3,5 % ». Selon les déclarations précédentes du ministre de la Défense, Boris Pistorius, la part des dépenses de défense dans le PIB devrait augmenter de 0,2 point de pourcentage par an sur cinq à sept ans. Si l'on se base sur les 2,1 % de l'année dernière, un taux de 3,5 % pourrait alors être atteint d'ici 2032. En chiffres totaux, le budget de la défense (ordinaire) s'élève cette année à 51,95 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent 19,8 milliards provenant du fonds spécial. Le budget fédéral total prévoit pour cette année des dépenses à hauteur d'environ 476 milliards d'euros.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Martin Jäger, l'actuel ambassadeur allemand en Ukraine, deviendra le nouveau chef du Bundesnachrichtendienst (BND). La date exacte de sa prise de fonction n'a pas été précisée dans un premier temps. Âgé d'une soixantaine d'années, il peut s'appuyer sur une vaste expérience, tant en tant que diplomate de crise qu'en politique fédérale et régionale. Il succède à Bruno Kahl, qui dirigeait le service de renseignement allemand à l'étranger depuis 2016 et qui est désormais ambassadeur d'Allemagne auprès du Vatican.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1/2



Selon une étude de l'Institut allemand de l'économie (IW), près de la moitié des baby-boomers (nés entre 1954 et 1969) sont partis à la retraite de manière anticipée, en particulier les plus aisés et mieux formés. Pour les générations 1954-1957, cela concerne 1,8 million de personnes, soit 44 % d'un même groupe d'âge. En 2023, 4,5 millions de baby-boomers percevaient déjà une pension vieillesse. Cette vague de départs exerce une pression financière croissante sur le système de retraite, dont les dépenses pourraient plus que doubler d'ici 2045. Le gouvernement allemand, sous la pression du vieillissement démographique, prévoit une réforme des retraites. Le chancelier Friedrich Merz a annoncé la création d'une commission de réforme chargée de proposer des mesures d'ici le milieu de la législature.